

**DEMANDE D'AIDE FINANCIERE A L'INVESTISSEMENT
SUR FONDS NATIONAUX- Plan d'Investissement pour
l'Accueil du Jeune Enfant - PIAJE**

Nom de l'équipement : _____

Adresse de l'équipement (**information obligatoire**) : _____

Nature du projet : ☐ Etablissement d'Accueil du Jeune Enfant (**EAJE**)

☐ Micro-Crèche (**MC**)

☐ Maisons d'Assistants Maternelles (**MAM**)

☐ Relais Petite Enfance (**RPE**)

Nature de l'opération pour un EAJE / MC / MAM (cochez la case correspondant à votre projet) :

☐ Création de places nouvelles, sans existence préalable d'un local ou par aménagement d'un local existant non affecté préalablement à un Eaje / MC ;

☐ Extension d'Eaje / MC existant avec une augmentation d'au moins 10 % de places nouvelles¹;

☐ Transplantation sur un autre site avec une augmentation d'au moins 10 % de places nouvelles par rapport aux places existantes pour les Eaje / MC ;

Nature de l'opération pour un RPE (cochez la case correspondant à votre projet) :

☐ Construction d'un RPE ;

☐ Aménagement d'un local existant pour le transformer en RPE ;

☐ Transplantation d'un RPE.

Dates des commissions d'Action Sociale avec date limite de réception des dossiers
(tous dossiers reçus après-la date limite seront présentés à la commission suivante

CAS 03/03/2026 réception du dossier complet au plus tard le 30/01/2026

CAS 30/06/2026 réception du dossier complet au plus tard le 25/05/2026

CAS 29/09/2026 réception du dossier complet au plus tard le 31/08/2026

CAS 17/11/2026 réception du dossier complet au plus tard le 12/10/2026

Le dossier est à envoyer par mail à l'adresse suivante : investissement@caf01.caf.fr et en copie au Conseiller chargé de développement de votre territoire

¹ Justifié sur avis ou autorisation du service de la protection maternelle et infantile.

Tous les champs ci-dessous sont obligatoirement à compléter

↳ **RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE PROMOTEUR : ORGANISME
DEMANDEUR DE LA SUBVENTION**

Dénomination (raison sociale) : _____

Identifiant SIREN : _____

Nature juridique : _____

Adresse du siège : _____

Nom du contact : _____

Mail du contact : _____

Téléphone du contact : _____

↳ **RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE GESTIONNAIRE DE LA STRUCTURE**

Dénomination (raison sociale) : _____

Identifiant SIREN : _____

Nature juridique : _____

Adresse du siège : _____

Nom du contact : _____

Mail du contact : _____

Téléphone du contact : _____

↳ **RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA STRUCTURE**

Date prévisionnelle d'avis ou d'autorisation PMI : _____

Date prévisionnelle de début de travaux : _____

Date prévisionnelle de fin de travaux : _____

Date de notification de l'avis favorable de l'Autorité Organisatrice : _____

Places faisant l'objet d'une pré-reservation ou d'un co-financement : _____

Les modalités de fonctionnement permettant l'accueil d'enfants en situation de
handicap : _____

Nombre de places existantes avant travaux : _____

Nombre de places nouvelles après travaux : _____

- Transmettre l'étude des besoins ou le diagnostic qui inclura le taux de couverture en mode d'accueil, le nombre d'enfants de moins de trois ans, le taux d'occupation réel et financier des EAJE à proximité et la visibilité économique du projet.

- Avez-vous pris contact avec le conseiller de territoires de la CAF et le département pour réaliser ce diagnostic : OUI ☐ NON ☐

Le taux de couverture en mode d'accueil est apprécié à l'aune des dernières données disponibles. Dans le cadre de l'Open data, ces informations sont mises en ligne sous <http://data.caf.fr/site/>.

- La structure est-elle en **Délégation de Service Public** : OUI ☐ NON ☐

- Le projet est-il financé par un bonus territoire CTG : OUI ☐ NON ☐

- S'agit-il d'un projet / fonctionnement intercommunal : OUI ☐ NON ☐

- Le projet est-situé en QPV ou en ZRR ou en FRR : OUI ☐ NON ☐

↳ **Titre d'occupation des locaux (Joindre un justificatif)**

☐ Propriétaire

☐ Locataire

☐ Occupant à titre gratuit

Joindre les Plans :

Nombre de m² actuels

et après travaux

↳ **INFORMATIONS SUPPLEMENTAIRE POUR LES MICROS CRECHES**

- Cochez le mode correspondant :

PAJE (*) ☐

PSU ☐

(*) Joindre votre tarification modulée en fonction des ressources des familles (document signé)

↳ **DISPOSITIF RELATIF AU Relais Petite Enfance**

Pour un aménagement ou une transplantation sur un autre site avec une augmentation du temps de travail de l'animatrice du RPE:

Nombre d'équivalent temps plein pour le Rpe avant travaux :

Nombre d'équivalent temps plein pour le Rpe après travaux :

MAJORATION DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Cette majoration développement durable ne peut être attribuée que si le promoteur bénéficie de la majoration gros œuvre. *(Pour bénéficier de la majoration gros œuvre, les dépenses correspondant au gros œuvre doivent représenter au moins 30 % des dépenses subventionnables)*

L'équipement bénéficiera-t-il d'un label ? OUI ☐ NON ☐

Si oui, indiquer le nom du label* : _____

*Les certificats ou labels éligibles figurent dans la liste détaillée dans l'annexe jointe ci-dessous (1).

Montant estimé pour ces travaux : _____ € (somme à retrouver dans l'outil Excel dépenses plan de financement)

Le promoteur aura un délai de 12 mois à partir de l'ouverture de l'équipement pour fournir cette pièce.

Sans ce document le bonus ne pourra être versé au promoteur.

A compléter uniquement pour les promoteurs avec un statut juridique privé 'entreprise)

- Avez-vous la possibilité de déduire la TVA sur les investissements :

☐ OUI

☐ NON

Rappel pour les promoteurs de statuts juridiques associatifs, le montant de dépenses retenu sera en TTC, pour les collectivités le montant des dépenses retenu sera en HT

↳ **DESCRIPTION DU PROJET :**

COUT DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES PLAN DE FINANCEMENT

Merci de compléter le tableau Excel ci-joint en annexe.



Toutes les dépenses ventilées dans le plan de financement doivent être justifiées par des devis d'artisans ou une estimation détaillée des travaux faite par un architecte ou un maitre d'œuvre.

Sans devis, les sommes ne seront pas retenues dans les dépenses subventionnables pour le calcul de la subvention.

RAPPEL : Les travaux ou achats faisant l'objet de la demande d'aide financière ne doivent en aucun cas être réalisés ou avoir débuté avant la décision du Conseil d'Administration de la C.A.F. et du Département (joindre l'avis technique de la PMI) sauf demande d'autorisation au préalable, sous réserve de réception du dossier complet et des enveloppes budgétaires suffisantes

Les pièces justificatives obligatoires à transmettre avec le dossier de demande :

Sans la totalité des documents cités ci-dessous, votre dossier ne sera pas recevable.

Associations – Mutuelles - Comité Social d'entreprise (Cse) - Fondations

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la convention	Justificatif à fournir si le bénéficiaire de la subvention a déjà signé une convention avec la Caf dans les 2 dernières années
Existence légale	- Pour les associations : récépissé de déclaration en Préfecture (ou dernier récépissé de modification à jour) et sa publication au Journal officiel des associations et fondations d'entreprises (JOAFE) - Pour les Cse : procès-verbal des dernières élections constitutives - Pour les mutuelles : un certificat d'immatriculation portant mention du numéro d'identité visé par les dispositions de l'article R. 123-220 du code de commerce	Attestation de non-changement de situation
	Numéro SIREN / SIRET pour l'entité bénéficiaire de la subvention	Attestation de non-changement de situation
	Attestation de vigilance Urssaf et/ou Msa valide de moins de 6 mois	Attestation de vigilance Urssaf et/ou MSA valide de moins de 6 mois
Vocation	Statuts datés et signés en vigueur	Attestation de non-changement de situation
Destinataire du paiement	Relevé d'identité bancaire, postal, IBAN ou caisse d'épargne du bénéficiaire de la subvention.	Attestation de non-changement de situation
Capacité du contractant	Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau de moins de 12 mois	Liste datée des membres du conseil d'administration et du bureau de moins de 12 mois
Pérennité	- Compte de résultat N-1 relatifs à l'année précédant la demande (si l'association existait en N-1) - Dernier bilan comptable disponible ou N-1 (si l'association existait en N-1)	- Compte de résultat N-1 relatifs à l'année précédant la demande (si l'association existait en N-1) - Dernier bilan comptable disponible ou N-1 (si l'association existait en N-1)
Prévention de l'enrichissement sans cause	- Attestation sur l'honneur de probité datée et signée - Déclaration d'intérêts datée et signée - En cas d'existence d'intérêts : Attestation établie par notaire ou agent immobilier indiquant que le niveau de loyer pratiqué sur le local est conforme au prix du marché pour un bien comparable, ou que le prix de cession du terrain ou du local au bénéficiaire de la subvention par une personne morale ou physique entretenant un lien d'intérêt avec le bénéficiaire de la subvention est conforme au prix du marché pour un bien comparable.	- Attestation sur l'honneur de probité datée et signée - Déclaration d'intérêts datée et signée - En cas d'existence d'intérêts : Attestation établie par notaire ou agent immobilier indiquant que le niveau de loyer pratiqué sur le local est conforme au prix du marché pour un bien comparable, ou que le prix de cession du terrain ou du local au bénéficiaire de la subvention par une personne morale ou physique entretenant un lien d'intérêt avec le bénéficiaire de la subvention est conforme au prix du marché pour un bien comparable

Collectivités territoriales – Etablissements publics de coopération Intercommunale (EPCI) et autres personnes publiques

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la convention	Justificatif à fournir si le bénéficiaire de la subvention a déjà signé une convention avec la Caf dans les 2 dernières années
Existence légale	- Arrêté préfectoral portant création d'un EPCI et détaillant le champ de compétence <u>Ou</u> - Arrêté ou décret de création de la personne morale (y compris les communes nouvelles)	Attestation de non-changement de situation
	Numéro SIREN / SIRET pour l'entité bénéficiaire de la subvention.	Attestation de non-changement de situation
	Attestation de vigilance Urssaf et/ou Msa valide de moins de 6 mois	Attestation de vigilance Urssaf et/ou Msa valide de moins de 6 mois
Vocation	Statuts datés et signés en vigueur pour les EPCI (détaillant les champs de compétence)	Attestation de non-changement de situation
Destinataire du paiement	Relevé d'identité bancaire, postal, IBAN ou caisse d'épargne du bénéficiaire de la subvention	Attestation de non-changement de situation

Entreprises – groupements d'entreprises

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la convention	Justificatif à fournir si le bénéficiaire de la subvention a déjà signé une convention avec la Caf dans les 2 dernières années
Existence légale	Attestation d'immatriculation au RNE datant de moins de 3 mois	Attestation d'immatriculation au RNE datant de moins de 3 mois
	Numéro SIREN / SIRET pour l'entité bénéficiaire de la subvention	Attestation de non-changement de situation
	Attestation de vigilance Urssaf et/ou Msa valide de moins de 6 mois	Attestation de vigilance Urssaf et/ou Msa valide de moins de 6 mois
Vocation	Statuts datés et signés en vigueur	Attestation de non-changement de situation
Destinataire du paiement	Relevé d'identité bancaire, postal, IBAN ou caisse d'épargne du bénéficiaire de la subvention	Attestation de non-changement de situation
Pérennité	- Compte de résultat N-1 relatifs à l'année précédant la demande (si l'entreprise existait en N-1) - Dernier bilan comptable disponible ou N-1 (si l'entreprise existait en N-1)	- Compte de résultat N-1 relatifs à l'année précédant la demande (si l'entreprise existait en N-1) - Dernier bilan comptable disponible ou N-1 (si l'entreprise existait en N-1)

Prévention de l'enrichissement sans cause	<ul style="list-style-type: none"> - Attestation sur l'honneur de probité datée et signée - Déclaration d'intérêts datée et signée - <u>En cas d'existence d'intérêts</u> : Attestation établie par notaire ou agent immobilier indiquant que le niveau de loyer pratiqué sur le local est conforme au prix du marché pour un bien comparable, ou que le prix de cession du terrain ou du local au bénéficiaire de la subvention par une personne morale ou physique entretenant un lien d'intérêt avec le bénéficiaire de la subvention est conforme au prix du marché pour un bien comparable. 	<ul style="list-style-type: none"> - Attestation sur l'honneur de probité datée et signée - Déclaration d'intérêts datée et signée - <u>En cas d'existence d'intérêts</u> : Attestation établie par notaire ou agent immobilier indiquant que le niveau de loyer pratiqué sur le local est conforme au prix du marché pour un bien comparable, ou que le prix de cession du terrain ou du local au bénéficiaire de la subvention par une personne morale ou physique entretenant un lien d'intérêt avec le bénéficiaire de la subvention est conforme au prix du marché pour un bien comparable.

Les pièces justificatives au titre du programme

Nature de l'élément justifié	Justificatifs à fournir pour la signature de la première convention
Eléments relatifs à l'opération	Descriptif de l'opération indiquant, notamment les motifs, le lieu d'implantation et son opportunité géographique
Eléments relatifs à la structure financée	Justificatif relatif aux conditions d'occupation du terrain d'implantation et/ou conditions d'occupation des locaux (photocopie du titre d'occupation du terrain ou des locaux, certificat de propriété...)
	Copie de la police d'assurance garantissant le bien faisant l'objet de la demande d'aide financière
	<p>Budget prévisionnel de la première année de fonctionnement de la structure financée après réalisation de l'opération.</p> <p>Nombre d'actes prévisionnels de la première année de fonctionnement suivant la réalisation de l'opération</p>
Modalités de financement du projet	Plan de financement prévisionnel, signé de la personne habilitée, détaillant : d'une part, le coût de l'opération (toutes taxes comprises) et d'autre part, les financements obtenus ou sollicités. Utiliser le fichier EXCEL joint intitulé « dépenses plan financement PIAJE »
	Tout document attestant du coût prévisionnel de l'opération (devis, plans, avant-projet sommaire...)

Annexe 1 Liste des labels et certificats attestant d'une démarche éco-responsable au sens du Plan d'investissement pour l'accueil du jeune enfant (Piaje) Cette liste est limitative : seuls les labels et certificats qui y sont recensés ouvrent droit aux bonifications visées

Types d'opérations	Zone géographique d'application	Famille de rattachement (si applicable)	Nom du label / certification	Organisme détenteur	Organisme délivreur	Type	Thématique/ domaine
Bâtiments neufs	International	Bâtiment passif - PassivHaus	Bâtiment passif (en neuf)	Passivhaus, Institut de Darmstadt	La Maison Passive (seul organisme habilité en France)	Label	S'intéresse aux éléments sensibles du bâtiment (isolation, ombrage extérieur, fenêtres, ventilation, ponts thermique et étanchéité à l'air).
Bâtiments existants	International	Bâtiment passif - PassivHaus	EnerPHit (en rénovation)	Passivhaus, Institut de Darmstadt	La Maison Passive (seul organisme habilité en France)	Label	Elle s'intéresse aux éléments sensibles du bâtiment (isolation, ombrage extérieur, fenêtres, ventilation, ponts thermique et étanchéité à l'air).
Bâtiments existants et Bâtiments neufs	International (Label suisse)	n/a	Minergie	Association Minergie	Association Minergie	Label	Qualité environnementale
Bâtiments existants et Bâtiments neufs	France	Famille HQE Bâtiment Durable	HQE Bâtiment Durable (HQE-BD)	Certivéa	Certivéa	Certification	Performances environnementales, sociétales et économiques du bâtiment
Bâtiments existants et Bâtiments neufs	Région d'Ile-de-France	Collectif Démarches Bâtiments et Quartiers Durables	Bâtiments Durables Francilien (BDF)	Ekopolis	Ekopolis	Label adossé à une démarche globale	Performance environnementale et sociale du bâtiment
Bâtiments existants et Bâtiments neufs	Région Bretagne	Collectif Démarches Bâtiments et Quartiers Durables	Bâtiments Durables Bretagne (BDB)	Batylab	Batylab	Label adossé à une démarche globale	Performance environnementale et sociale du bâtiment

Types d'opérations	Zone géographique d'application	Famille de rattachement (si applicable)	Nom du label / certification	Organisme détenteur	Organisme délivreur	Type	Thématique/ domaine
Bâtiments existants et Bâtiments neufs	Région Bourgogne	Collectif Démarches Bâtiments et Quartiers Durables	Bâtiments Durables Bourgogne Franche Comté (BDFC)	Pole Energie Bourgogne France Comté	Pole Energie Bourgogne France Comté	Label adossé à une démarche globale	Performance environnementale et sociale du bâtiment
Bâtiments existants et Bâtiments neufs	France	Famille HQE Bâtiment	HQE Bâtiment (HQE-B) - Construction Rénovation ou Exploitation	Certivéa	Certivéa	Certification	Performances environnementales, sociétales et économiques du bâtiment
Bâtiments existants et Bâtiments neufs	France	n/a	Écolo crèche	Association Label Vie	Association Label Vie	Label adossé à une démarche globale	Qualité environnementale et de vie
Bâtiments existants et Bâtiments neufs	France	Famille Labels 'Environnement'	BBCA (bâtiment bas carbone)	Association BBCA	Certivéa et Prestaterre	Label	Empreinte de carbone (cycle du bâtiment)
Bâtiments neufs	France	Famille Labels 'Environnement'	E+C- (Bâtiments à énergie positive & réduction carbone)	État français	Certivéa et Prestaterre	Label	Empreinte de carbone et performance énergétique
Bâtiments neufs	France	Famille Labels 'Environnement'	Bbc Effinergie 2017	Association Effinergie	Certivéa, Prestaterre	Label	Performance énergétique
Bâtiments existants	France	Famille Labels 'Environnement'	Bbc Effinergie Rénovation 2024	Association Effinergie	Certivéa, Prestaterre	Label	Performance énergétique
Bâtiments neufs	France	Famille Labels 'Environnement'	Bâtiment Biosourcé	Ministère chargé de l'Environnement (Etat français)	Certivéa, Prestaterre	Label	Matériaux biosourcés du bâtiment
Bâtiments existants et Bâtiments neufs	France	Famille Performance globale du bâtiment	BEE Bâtiment Energie Environnement	Prestaterre	Prestaterre	Certification	Performance environnementale, sociétale et énergétique du bâtiment

Types d'opérations	Zone géographique d'application	Famille de rattachement (si applicable)	Nom du label / certification	Organisme détenteur	Organisme délivreur	Type	Thématique/ domaine
Bâtiments existants et Bâtiments neufs	France	Collectif Démarches Bâtiments et Quartiers Durables	Bâtiments Durables Méditerranéens (BDM)	Envirobat-BDM	Envirobat-BDM	Label adossé à une démarche globale	Performance environnementale et sociale du bâtiment
Bâtiments existants et Bâtiments neufs	Région Occitanie	Collectif Démarches Bâtiments et Quartiers Durables	Bâtiments Durables Occitanie (BDO)	Envirobat OC	Envirobat OC	Label adossé à une démarche globale	Qualité environnementale du bâti
Bâtiments existants et Bâtiments neufs	Région Nouvelle Aquitaine	Collectif Démarches Bâtiments et Quartiers Durables	Bâtiments Durables en Nouvelle-Aquitaine (BDNA)	Odéys (Pôle CREA Hd Nouvelle Aquitaine)	Pôle CREA Hd Nouvelle Aquitaine	Label adossé à une démarche globale	Qualité environnementale du bâti